

Les crédits

immeuble fédéral sur leur territoire, le seul symbole de la présence du gouvernement fédéral au Canada rural. Je voudrais que le député nous dise ce que ses électeurs pensent de cette situation.

M. Simmons: Madame la Présidente, je remercie mon ami de Glengarry—Prescott—Russell.

Il existe en fait deux Canada: le Canada porteur de la carte or d'American Express et celui qui va acheter ses mandats-poste au bureau de poste.

Du premier, qui est représenté par le Cabinet en face—et je ne doute pas un instant qu'ils sont tous titulaires de la carte or—on ne trouve pas une trace à François, à Belleoram, à Point May, à North Harbour, à Cap-Saint-Georges, à Grand-Le-Pierre ni dans les autres localités de ma circonscription. Rares sont mes électeurs qui ont une carte or mais, jusqu'à tout dernièrement, ils pouvaient encore descendre le chemin de gravier sur le bord de la mer pour aller chercher au bureau de poste leur carte or à eux, c'est-à-dire le mandat-poste qui leur permettait de faire parvenir de l'argent à Nellie, qui est partie à la recherche d'un emploi en Alberta, à Joe, qui fait son cours universitaire à Dalhousie, ou à Marie, qui suit un cours de cuisine à St. John's, ou encore de rembourser le prêt-auto ou de faire des paiements sur le moteur du bateau.

• (1100)

Ils pouvaient faire tout cela jusqu'à ce que la clique «carte or» trame sa plus récente stratégie qui consiste à priver la mère de Nellie dans telle localité et le père de Joe dans telle autre de leur carte or, le mandat-poste, en fermant le bureau de poste. Cette stratégie revient à leur dire ceci: «Dorénavant, si vous voulez votre courrier, allez à votre casier avec votre clé dans une main et un chalumeau dans l'autre. Si vous arrivez à en ouvrir la porte en plein hiver et que vos lettres ne sont pas complètement détrempees, dépêchez-vous de les prendre et de refermer la porte du casier pour ne pas que la neige s'engouffre et détrempe votre courrier de demain.

Si vous voulez un mandat-poste, tenez-vous à la fenêtre et faites un petit trou dans le givre pour ne pas manquer l'arrivée de la voiture qui viendra de la localité située à 40 milles de chez vous. La dame qui conduit cette voiture vous vendra un mandat-poste si vous avez la monnaie exacte et la héléz à temps quand elle passera.»

Une voix: Beau système!

M. Simmons: Beau système, en effet! L'élite «carte or» de notre pays écrase inutilement les pauvres gens. Mais pourquoi donc? Voilà que les ardents défenseurs de l'unité canadienne pulvérisent l'unité nationale en éliminant de ces petites localités le symbole même d'unité nationale qui est le ciment de notre pays.

Si elle veut vraiment promouvoir l'unité nationale, il serait temps qu'elle sorte de sa stupeur béate et qu'elle en revienne à l'essentiel, c'est-à-dire offrir aux gens de ces localités les services auxquels ils ont droit, tout comme s'ils vivaient à Toronto ou à Montréal ou s'ils possédaient une carte or.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Madame la Présidente, il me fait toujours plaisir de prendre la parole après le député de Burin—Saint-Georges. J'ai particulièrement aimé ses commentaires sur le service des postes.

Je n'ai pris aucun plaisir, cependant, à l'entendre décrire la situation et je crois qu'il conviendra avec moi et avec d'autres de ses collègues que les services postaux n'ont pas été réduits uniquement dans le Canada rural. Le symbole national qu'est le bureau de poste est disparu d'autres collectivités également.

J'ai récemment pris part à des luttes contre la Société canadienne des postes au sujet de la fermeture des bureaux de poste traditionnels dans Elmwood, par exemple, localité de ma circonscription, et au sujet de l'élimination de comptoirs postaux installés dans des commerces existants depuis longtemps comme des pharmacies. Ces comptoirs ont été réinstallés dans des dépanneurs 7-11 et dans d'autres chaînes. Il n'y a donc pas seulement le Canada rural qui est visé.

Je crois que le député soulève un bon argument que j'ai moi-même déjà soulevé. En effet, le gouvernement parle d'unité canadienne. Ce n'est cependant pas une coïncidence si nous avons un problème d'unité puisque depuis huit ans, les Canadiens, mais pas nécessairement les conservateurs, ont l'impression que presque toutes leurs institutions nationales sont mises à mal.

Je pense notamment à la privatisation de Petro-Canada et d'Air Canada, à la réduction des services de VIA Rail, à la rationalisation de la SRC, à l'élimination des bureaux de poste ruraux et à la réorganisation des services postaux dans les villes et les banlieues. Je pourrais certainement trouver d'autres exemples, mais ce n'est pas pour donner une telle liste que j'ai pris la parole.